



LE DEVOIR

Sociologie

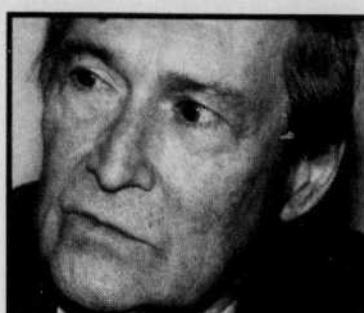
Mondialisation



Daniel Mercure

Il préside l'organisation qui accueille l'Association internationale des sociologues de langue française. Selon lui, «le phénomène contemporain de la mondialisation se répercute sur la sociologie. Le premier problème soulevé, c'est la nécessité de multiplier les analyses comparatives».

Page 3



Fernand Dumont

Il a laissé un héritage de professeur et de chercheur. Il fut plus: «philosophe, théologien, chrétien engagé, poète, spécialiste en études québécoises et intellectuel».

Page 5

Utopie planétaire



«L'accès à la responsabilité politique peut être une façon de participer à l'ordre de la mondialisation sans se replier sur des discours passéistes.»

Denys Delâge

Le rêveur dort. Dans sa tête, les mondes s'organisent et s'harmonisent. Les liens se tissent sans douleur et le «village global» que concevait McLuhan à la fin des années 60 se construit tout autour d'humains enfin heureux. L'Internationale enfin réalisée. Le rêveur s'éveille. Réveil brutal.

La sociologie, le mot le dit, a pour objet d'étude la société, les êtres qui la composent et les liens qui s'y tissent. Quand les spécialistes de la discipline se rencontrent, les sujets de leur propos sont donc à l'avance connus: il ne reste plus qu'à connaître les conclusions découlant des analyses faites. La validité des diverses démarches est établie par la réception des pairs et, au delà du succès d'estime, l'entreprise prend son sens par l'universalité des modèles ou des outils théoriques utilisés. Si le sociologue rêve, il le fait les deux yeux grands ouverts. Sinon, le silence sera la seule réponse donnée à ses propos tenus.

Dans un monde où le discours à la mode est fait d'universalisme, où les diverses cotes boursières sont mieux connues que les bilans des guerres et les diktats politiques, il est certain que les observateurs de la société, s'ils se rassemblent, se donneront comme sujet d'observation cette nouvelle planète où Marx est remplacé par Gates et Roosevelt, par le Fonds monétaire international et autres OMC. «Une société-monde» n'est alors pas un slogan, mais un programme à contenu politique, social, économique et culturel, voire spirituel. Les organisateurs du 16^e congrès de l'Association internationale de langue française, qui se tiendra la semaine prochaine à Québec, du 3 au 7 juillet, l'ont retenu pour identifier et rassembler les 800 communications qui seront alors faites: «Là où il est question de différenciation et d'homogénéisation causées par la mondialisation, il est par le fait même question de comparaison entre différentes sections du monde», dit Daniel Mercure, professeur à l'Université Laval et président du comité organisateur de l'événement. Rêveurs de tous les pays, le retour à la réalité n'est pas sans danger!

Un discours quasi universellement accepté veut laisser croire que les bienfaits de la mondialisation sont toujours à venir. L'espoir tient dans ce trajet qui mène «vers demain». Au congrès, au moment de la communication de Denys Delâge, il sera dit que non seulement le phénomène de cette mondialisation n'est en rien nouveau, mais que cette dernière a déjà sévi: «Les peuples amérindiens se trouvent confrontés à la réalité de la mondialisation depuis l'arrivée des Européens.» À ce phénomène, qui permet à chacun d'entre nous de tirer déjà des conclusions, retenons ce que nous dit aussi Delâge: «L'accès à la responsabilité politique peut être une façon de participer à l'ordre de la mondialisation sans se replier sur des discours passéistes.» Le rêve pourrait donc survivre au réveil si son rêveur le construit en ayant toute la réalité en tête.

S'il est un aphorisme toujours à la mode, c'est bien celui qui voudrait que le discours scientifique soit réservé aux seuls spécialistes. Ce congrès de sociologie, bien que tenu à quelques exceptions près à portes closes, a pour objet la vie quotidienne dans ses diverses manifestations. Phénomènes ayant eu lieu hier mais qui, analysés, laissent entrevoir l'avenir. Parfois même le proposent, sinon le construisent. Ainsi, rendre hommage à Fernand Dumont, comme le fait ce cahier, se justifie car il permet de réinscrire dans la mémoire collective cette sociologie où l'analyse, le projet et la réalité se rejoignent. Les mots parfois modulent ce qui ne serait autrement qu'utopie.

Normand Thériault

Desclée de Brouwer



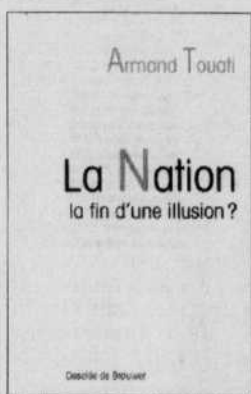
L'HISTOIRE EN HÉRITAGE Roman familial et trajectoire sociale Vincent de Gaulejac

L'homme est histoire. L'auteur de *Les sources de la honte* montre comment les phénomènes sociaux et psychiques s'amplifient et s'influencent réciproquement, en particulier autour des secrets de famille, de la haine de classe, de la honte sociale ou de l'envie.

Coll. Sociologie clinique
124 pages • 33,95 \$

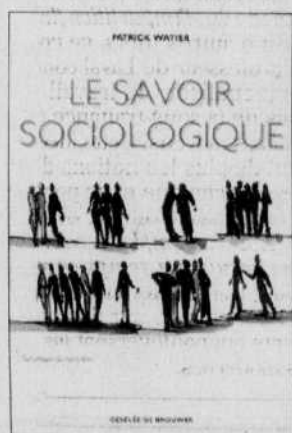
LA NATION La fin d'une illusion? Armand Touati

La libre circulation des hommes et des idées, la globalisation des économies, les échanges entre cultures sonnent-ils le glas des nations?



La Nation la fin d'une illusion?

112 pages • 22,95 \$



LE SAVOIR SOCIOLOGIQUE Patrick Watier

L'auteur constate que les modalités interprétatives sont au cœur du savoir sociologique et souligne l'importance des catégories affectives dans l'édification des socialisations.

Coll. Sociologie du quotidien
206 pages • 38,95 \$

LA VIOLENCE TOTALITAIRE Michel Maffesoli

L'auteur explique comment les fondements de la société contemporaine technocratique, liés à l'idée de progrès et d'utilité, ont privilégié l'économique et le contrôle rationalisé, jetant aux oubliettes les autres dimensions sociales. Des réflexions qui donnent un éclairage des plus contemporains.



LA VIOLENCE TOTALITAIRE

Coll. Sociologie du quotidien
352 pages • 51,95 \$



LE GOÛT DE L'ALTÉRITÉ

Sous la direction de Eugène Enriquez
Ce collectif rend hommage à Eugène Enriquez et explore ses thèmes de prédilection soit: les processus d'intervention dans les organisations, les phénomènes de pouvoir et le rôle du sujet dans la construction des communautés et des sociétés.

Coll. Sociologie clinique
288 pages • 45,95 \$

QUESTIONS D'ARGENT Jean-Philippe Bouilloud et Véronique Guienne

Quelle est la valeur de ce que dit l'argent dans le jeu social? Les auteurs répondent à la question en privilégiant non pas des perspectives économiques mais des approches moins courantes, à la fois sociologiques, politiques, philosophiques et psychanalytiques.



QUESTIONS D'ARGENT

Coll. Sociologie clinique
192 pages • 39,95 \$

DISTRIBUTION FIDES

• SOCIOLOGIE •

ÉCONOMIE

Sociétés en transformation

La mondialisation se vit à ce jour surtout au sein d'une «triede»: Europe de l'Ouest, Japon et États-Unis/Canada. Le rôle des États s'en trouve transformé. Phénomène récent dont l'étude reste ainsi toujours à être menée.

NICOLE BOUSQUET

Quand la souveraineté des États est concernée il y a d'un part ceux qui soutiennent que l'État a perdu ses principaux leviers d'intervention dans l'économie et la détermination des conditions d'opération du capitalisme. Pour d'autres, au contraire, «l'État sans pouvoir est un mythe». L'État aurait tout simplement changé ses modalités typiques d'intervention, s'emparant désormais, non pas à réserver le territoire de sa juridiction pour les entreprises nationales, mais à multiplier les politiques dites d'attractivité à l'intention d'entreprises étrangères autant que nationales: aides directes, vacances d'impôt, appât gratuit d'infrastructures, etc. Dans le même ordre d'idées, certains suggèrent que les entreprises ne sont pas aussi indépendantes qu'elles se plaisent à le croire, des territoires où elles choisissent d'implanter leurs activités à haute valeur ajoutée, à savoir principalement «l'archipel des métropoles» des pays développés. Ici, l'État leur est directement ou indirectement d'un précieux secours: le bassin nécessaire de main-d'œuvre qualifiée dépend largement de la qualité du système d'éducation public; les conditions de vie relativement sécuritaires et la paix sociale dépendent d'une redistribution adéquate afin que les défavorisés du système ne ne deviennent trop turbulents socialement ou tentés par la criminalité; les activités culturelles nécessaires pour rendre la vie agréable aux employés qualifiés, appelées à se déplacer et à vivre temporairement dans l'une ou l'autre des métropoles en réseau sont la plupart du temps en partie subventionnées par l'État. Et ainsi de suite.

Dans un autre ordre d'idées, ceux qui croient en l'existence de la nouveauté de la «mondialisation» considèrent l'homogénéisation des

«modèles» divers du capitalisme — japonais, rhénan, anglo-saxon — comme une preuve de plus du bien-fondé de leur position théorique. On nous pardonnera d'afficher nos couleurs ici. Nous souscrivons à la thèse de la convergence mais avec les amendements suivants: la convergence des cadres institutionnels et réglementaires nationaux fondant les particularismes est due, surtout et avant tout, à la restauration dans les années 1990, imprévue pour plusieurs, de l'hégémonie américaine dans la production des biens matériels et des services, de même qu'aux modalités nouvelles de l'hégémonie américaine sur le plan financier.

Le déclin de 1978

Nous estimons en effet que la «globalisation» est la conséquence immédiate d'un second souffle de l'hégémonie américaine, après un déclin temporaire et relatif dans les années 1970 et 1980. A cette époque, maintes grandes entreprises américaines connaissaient un déclin de leur rentabilité et subissaient la concurrence de produits et d'entreprises étrangères sur leur propre marché. En même temps, les effectifs financiers des investisseurs institutionnels — fonds de retraite, fonds de placements communs canalisant l'épargne — faisaient boule de neige. La disponibilité de cette masse de liquidités a rendu possible la vague d'acquisitions hostiles des années 1980.

Il s'ensuivit une réaction de défense d'entreprises en perte de compétitivité face aux menées d'un milieu financier qui ne savait plus trop où chercher les occasions de faire profiter ses masses nouvelles de capitaux, déboucha sur le rétablissement de l'efficacité généralisée des entreprises américaines, condition première de l'hégémonie productive, et ce, avec des marges

de profit minimum de l'ordre de 15 %, ce qui plaçait la barre plutôt haut pour les entreprises des autres nationalités. Une fois les entreprises américaines mises au pas et une nouvelle norme de rentabilité établie, les investisseurs institutionnels américains commencèrent à chercher, ailleurs, les occasions d'élargir leur sphère d'investissement de portefeuille et de placer leurs liquidités de façon lucrative, dans le court terme toujours.

Les gouvernements d'Europe de l'Ouest et du Japon, sous la pression d'un gouvernement américain invoquant la «juste réciprocité» pour réclamer une plus grande ouverture aux capitaux et aux institutions financières américaines, finirent par se rendre à ces arguments, par sens de l'intérêt bien compris, on s'en doute. Les grands investisseurs institutionnels américains trouvèrent en effet des alliés locaux, dans le reste du monde développé, favorables à la libéralisation des marchés financiers. Pourquoi les banques locales, au Japon, en Europe, auraient-elles souhaité rester piégées dans les confins du marché financier national et se contenter des faibles seuils de rentabilité que leur valait leur relation «obligée» avec les entreprises nationales, alors que des occasions de placement à court terme et plus rentables sur les grandes places boursières étaient désormais à portée de la main? *Idem* pour les grandes entreprises.

La question du sort des États providence est également l'objet de vifs débats. Certains avancent que leurs difficultés relèvent de la dynamique interne des États (choix de politiques peu judicieux, vieillissement des populations, vices de fonctionnement, bureaucratisme, etc.). Certains prétendent au contraire que les difficultés proviennent de l'extérieur (tyrannie des marchés financiers, grève de l'investissement de la part des capitaux, etc.) et que l'intégration économique va les entraîner dans une spirale maléfique devant les mener tous au plus petit commun dénominateur, celui de l'État providence minimaliste américain. Le verdict est loin d'être tombé, mais maints indices portent à penser que les principales forces derrière l'homogénéisation des États providence ne se situent pas à l'échelle du centre développé de l'économie mondiale mais bien à l'intérieur des régions continentales en voie d'intégration et que c'est le plus petit dénominateur commun au sein d'une région donnée qui représente le point de convergence ultime.

Le terme «mondialisation», en dépit (ou en raison?) de son flou et de sa polysémie, s'est avéré accrocheur et par bonheur, il n'a pas été rejeté du revers de la main par la communauté des chercheurs. Il est devenu un instrument heuristique utile à la compréhension du monde. Pour chacune des questions évoquées ici, et bien d'autres encore, il y a débat et des thèses s'affrontent; un vaste programme de recherches visant à démêler l'écheveau complexe des rapports entre phénomènes représente un défi tout neuf à relever. Nous y perdrons tout autant à reléguer le terme aux oubliettes trop rapidement qu'à l'investir de la foi du charbonnier.

Nicole Bousquet est professeure au département de sociologie de l'Université Laval. Ce texte est une version abrégée d'un premier document.

Foi et société

Une affaire d'État Les religions d'aujourd'hui sont les sectes d'hier

À notre époque, comment Dieu lui-même fait-il pour y reconnaître les siens? Portrait d'une institution: la religion, dans son inscription au sein des institutions.

PAULINE CÔTÉ

Une «aire de conversation généralisée» dans le domaine religieux se déploie comme jamais auparavant. Nouveaux agencements de croyances fondés sur des identifications religieuses communautaires, culturelles, éthiques et émotionnelles, cette forme culturelle de pluralisation religieuse se situe dans la logique de la globalisation. Comme public, nous n'en percevons souvent que les aspects les plus superficiels mis en évidence par les controverses religieuses. Dans ses dimensions sociales, le pluralisme découle de la sécularisation des institutions. La pluralisation renvoie ici à la mise en coexistence pacifique des entreprises religieuses et à la création d'un espace public en religion. En effet, la diminution par l'État des charges publiques de la religion dans les domaines de l'éducation et de la santé, ainsi que l'octroi des libertés fondamentales, neutralisent la coercition religieuse.

Paradoxalement, l'instance déterminante de cette pluralisation dans l'espace national, soit l'État, s'emploie à freiner l'influence de la globalisation religieuse. C'est là une conséquence du développement de son rôle social. A cet égard, l'expansion internationale de la Société de la Tour de Garde (Témoins de Jéhovah) représente un cas de figure fort intéressant.

Controverse

La pluralisation permet donc de comprendre une série de phénomènes, mais ne suffit pas à traduire la complexité de la situation politico-religieuse actuelle. La controverse médiatique et diplomatique entourant le phénomène sectaire, ou encore l'action terroriste perpétrée au nom de la religion, ramènent à l'avant-scène un religieux «chaud», catalyseur de passions sociales et politiques et, avec lui, des mouvements d'authentification religieuse. Notre préjugé rationaliste occidental nous avait pourtant permis de contenir le religieux dans un ici gênant et à ailleurs rassurant, là où il nourrit toujours des idéologies et fonde des régimes politiques. Il circule pourtant sous les institutions religieuses «refroidies» de l'Europe et de l'Amérique du Nord et resurgit de la confrontation à l'innovation et à l'altérité religieuses. Dans les médias et les institutions publiques, le «religieux correct» s'impose, ainsi que la rappelle R. Campiche. Il révèle la réciprocité de l'échange entre le religieux et le politique, réciprocité que la modernité a peu à peu occulté. En effet, si la religion contribue à la légitimation de l'autorité publique, l'État, de la même manière, contribue à la plausibilité de l'entreprise religieuse.

Les «grandes religions» contemporaines sont issues soit de la symbiose des institutions politiques et religieuses, de nature impériale ou monarchique, soit de la fusion de la religion et de la nation dans l'État moderne. Cette histoire universelle est celle de la construction et du maintien de l'authenticité religieuse sur de vastes ensembles humains. Comme l'a souligné W. Herbrechtsmeier, les États ou les puissances publiques y ont contribué en limitant le nombre des «compétiteurs» religieux — pensons aux croisades, aux guerres saintes, aux guerres de religion, aux colonisations —, en forçant l'adhésion des populations, notamment en imposant des serments d'allégeance et des qualifications religieuses pour l'exercice de charges publiques et en dotant matériellement et financièrement certaines entreprises religieuses ainsi promues au rang de traditions vraies. Par la suite, la modernité politique a délimité la sphère que la religion peut légitimement occuper, soit la sphère privée, comme dans le cas des régimes de séparation américain et français, soit la sphère publique, où sont alors rangées les traditions religieuses selon divers critères.

Répression

Tout ceci pourrait être versé au chapitre des curiosités institutionnelles. On pourrait dire qu'il

VOIR PAGE E 3: ÉTAT

LA GARDE PARTAGÉE : L'ÉQUITÉ EN QUESTION DENYSE CÔTÉ



La garde partagée est-elle vraiment un modèle idéal?

En examinant comment les pères et les mères se répartissent dans les faits la responsabilité des soins donnés aux enfants, Denyse Côté démontre que ce modèle ne peut être imposé à toutes les familles.

202 p. • 19,95 \$

Chez votre libraire

les éditions du remue-ménage

110, rue Sainte-Thérèse, bur. 501, Montréal (Québec) H2Y 1E6
tél. (514) 876-0097 • téléc. (514) 876-7951

LIBRES ENSEMBLE



François de Singly

L'individualisme dans la vie commune

Se réaliser dans une «double vie» faite de temps personnel et de temps partagé.

Pour réussir à vivre ensemble, le mieux n'est-il pas d'être libres ensemble?

39,95 \$

NATHAN

• SOCIOLOGIE •

ÉTAT

SUITE DE LA PAGE E 2

reste toujours un peu d'Ancien régime sous la Révolution, que telle politique de division religieuse est un héritage du colonialisme, ou encore que ce qui sourd comme mouvement d'authentification religieuse est la marque de l'autoritarisme, par exemple certaines formes de l'islamisme contemporain. Difficile pourtant d'ignorer ce qui ressort des querelles sur le port du foulard islamique à l'école publique en France, ou sur la place de la religion à l'école publique au Québec. Par ailleurs, il est d'actualité que des institutions parlementaires de divers pays européens, dont la Belgique et la France, dressent des listes noires religieuses et, dans le cas français, adoptent des mesures législatives sévères, telle cette Loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire, loi approuvée unanimement par l'Assemblée nationale il y a peu, le 22 juin.

La modernité tardive n'a de cesse d'organiser les forces religieuses. Certaines sont reconnues au titre de traditions et deviennent des «partenaires privilégiés» dans une mission publique. Tel est le cas des liens entre religion et éducation au Québec. D'autres traditions sont retenues au titre d'avisers publics. Tel est le cas des «familles spirituelles» en France. D'autres enfin, désignées comme sectes par les pouvoirs publics, se voient placer «sous observation» d'une Mission interministérielle française de lutte... contre les sectes. Que ce soit dans l'implicite ou l'explicite du discours public, l'intervention dans le domaine religieux porte une charge d'authentification. Certaines religions sont «correctes» parce que jugées compatibles avec le bien commun selon des critères d'ordre politique ou idéologique. La nouvelle tolérance se justifie en fonction d'une adhésion établie des croyances et des pratiques avec les politiques publiques. Les travers aujourd'hui imputés aux «sectes» ont déjà presque tous été imputés aux religions, souvent de manière aussi arbitraire dans le second cas que dans le premier.

La question religieuse est-elle susceptible d'être réglée? Elle paraît relever du meilleur art du possible. La démocratie pluraliste dispose des instruments nécessaires: promotion de la citoyenneté et égalité de traitement des entreprises religieuses. Cela ne veut évidemment pas dire que leur maniement soit simple. Néanmoins, l'espace public serait sauf lors même que dieu reconnaît ses siens.

Pauline Côté, du département de science politique de l'Université Laval, coordonne aussi *Chercheurs de dieux dans l'espace public - Frontier Religions in the Public Sphere* (Presses de l'Université d'Ottawa, automne 2000).



REUTERS

Difficile d'ignorer ce qui ressort des querelles sur le port du foulard islamique à l'école publique en France.

Une entrevue avec Daniel Mercure

Une société-monde

La mondialisation est avant tout une affaire économique

Du 3 au 7 juillet, ils se seront donnés rendez-vous à Québec, sur le campus de l'Université Laval. Ce qu'ils ont en commun: ils sont tous docteurs, d'une même discipline: la sociologie. Pendant cinq jours, autour d'un thème: la mondialisation, ils débattront de ce que nos sociétés contemporaines deviennent. L'Association internationale des sociologues de langue française nous rend visite et Daniel Mercure a la responsabilité de les accueillir. L'hôte sait cependant démontrer qu'il a, sur le sujet, mené une réflexion bien nourrie.

RÉGINALD HARVEY

L'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), dont le Congrès aura lieu la semaine prochaine à l'Université Laval de Québec, s'enrichit de la présence en ses rangs de quelque 1200 membres en provenance d'une cinquantaine de pays. Ces personnes doivent obligatoirement détenir un doctorat et compter à leur crédit un certain nombre de publications avant d'être éventuellement élues membres de ce groupe sélect par une commission scientifique.

Le Congrès se déroulera au Québec pour la deuxième fois de l'histoire d'une association qui fut fondée en 1958 à Bruxelles. Une réunion précédente avait eu lieu dans la Vieille Capitale en 1964 et il s'était agi d'une première en Amérique du Nord. Environ 60 % des membres de l'Association sont originaires de quatre pays, à savoir La France, le Canada (avec le Québec en tête), la Belgique et la Suisse. Depuis la chute du mur de Berlin, les pays de l'Est qui sont nourris par une tradition francophone sont fortement représentés au sein du mouvement: Roumanie, Hongrie, Bulgarie et Pologne figurent parmi ceux-ci. Le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne de l'Est participent également aux activités de leurs collègues sociologues.

Un congrès chargé

Près de 50 comités de recherche ou groupes de travail de l'association travaillent à longueur d'année sur autant de thèmes différents. La liste des sujets traités est exhaustive et couvre l'ensemble des champs de la sociologie. Aux fins du congrès de Québec, de façon plus resserrée, les interventions seront centrées autour de la problématique retenue, «Une société-monde».

Daniel Mercure, professeur titulaire au département de sociologie de l'Université Laval et président du comité local d'organisation de cet événement, résume ainsi pour l'essentiel l'objectif d'un congrès axé sur la mondialisation: «Les scientifiques concentreront leurs travaux sur la compréhension des nouvelles dynamiques de différenciation et d'homogénéisation dans nos sociétés». À cette fin trois axes de réflexion prendront la forme d'autant d'interrogations: «Quelles mondialisations? Quelles reconfigurations? Quelles significations?»

Le professeur mentionne que deux autres groupes collaborent et participent à l'organisation de cette rencontre de scientifiques, soit l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française et la Société ca-

nadienne de sociologie et d'anthropologie. Des représentants de ces deux regroupements animeront des séances tenues lors de cette manifestation; la première portera sur le multiculturalisme et la mondialisation et l'autre sur les rapports sociaux de sexe dans un contexte de mondialisation accrue. En tout et partout, 800 projets de communication seront présentés du 3 au 7 juillet prochains.

Triade et laissés-pour-compte

À titre de professeur, de président du comité local d'organisation et de vice-président de l'Association internationale, Daniel Mercu-

re prononcera la conférence inaugurale du congrès intitulée «Une société-monde?». Selon lui, «le phénomène contemporain de la mondialisation se répercute sur la sociologie. Le premier problème soulevé, dit-il, c'est la nécessité de multiplier les analyses comparatives. Là où il est question de différenciation et d'homogénéisation causées par la mondialisation, il est par le fait même question de comparaison entre différentes sections du monde».

Il existe deux manières d'établir des comparaisons. La première consiste dans ce but à étudier la triade qui comprend les trois blocs formés par l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon avec ses satellites. Dans cette triade, se vit actuellement une véritable multiplication des échanges économiques de même que surgit l'essor de la nouvelle économie et des technologies de pointe. La deuxième zone de comparaison apparaît entre cette triade et les pays classiquement appelés le tiers-monde. «Ce tiers-monde participe beaucoup moins à la mondialisation qu'il y a une vingtaine d'années. Le cas patent, c'est l'Afrique noire, l'Afrique saharienne. Ils sont vraiment des laissés-pour-compte. Il y a des inégalités qui ne cessent de s'accroître entre la triade et ce monde-là», constate-t-il.

À la suite de quoi, le professeur met l'accent sur le fait que le mot «mondialisation» émane de la traduction française en 1983 du terme anglais «globalization». La question que se posaient alors d'éminents sociologues se formulait ainsi: «À la faveur de l'apparition de marchés qui deviennent possiblement de plus en plus homogènes ne devrait-on pas développer des stratégies globales?». Le mot global porte deux sens. Il désigne au sens large le Monde. Quant à la deuxième signification de globalization, la traduction à peu près textuelle en est la suivante: «Mise en œuvre de stratégies d'entreprises pour conquérir des marchés internationaux». Voilà un discours à portée très économique. «La «globalisation» en termes de stratégie d'entreprises n'est pas mondialisée



SOURCE UNIVERSITÉ LAVAL

Daniel Mercure, professeur titulaire au département de sociologie de l'Université Laval, est président du comité local d'organisation du congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF).

parce qu'elle se réduit à la triade», conclut-il de ce constat sémantique.

Facteurs de transformation des sociétés

Daniel Mercure identifie quatre facteurs majeurs qui ont concouru à modifier sensiblement les contours des sociétés. En s'appuyant sur une dynamique historique, il en trace les grandes lignes. Au milieu des années 1970, la conjoncture économique a été fortement perturbée par un net ralentissement du taux de croissance et de la productivité, dû principalement au choc pétrolier de 1973 qui a entraîné une flam-

bée inflationniste, de telle sorte qu'en 1979-80 les taux hypothécaires variaient entre 18 % et 21 %. Les inventaires dans les entrepôts des entreprises provoquaient des dépenses qui représentaient des fortunes; en conséquence de quoi a pris forme à cette époque le «just in time» du système économique. Cette période correspondait aussi à la montée en force des pays asiatiques, notamment du Japon.

Par la suite, la nouvelle économie voit le jour au début des années 1980. Quatre moteurs économiques émergent et vont occuper de plus en plus d'espace, tout au moins en Amérique du Nord. Il les

nomme: «Il s'agit du secteur des ordinateurs, des semi-conducteurs et des logiciels, du secteur des biotechnologies et des produits pharmaceutiques, de celui des communications et des télécommunications, et, finalement, du vaste secteur de l'instrumentation et de l'optique». Cette économie se singularise par le fait que son existence et sa croissance reposent sur le savoir et le «savoir du savoir».

Un troisième facteur de transformation prend son véritable envol au milieu des années 1980 alors que le micro-ordinateur devient omniprésent. La révolution des technologies du traitement de la communication et de l'information s'amplifie, plus de 30 ans après ses premiers balbutiements au début des années cinquante.

Enfin, le quatrième facteur des remous actuels se divise en une partie idéologique et une section qui appartient au sens strict du terme à des stratégies d'entreprises, poursuit le professeur. La révolution conservatrice sous madame Thatcher en Grande-Bretagne et sous le président Reagan aux États-Unis s'est traduite par trois mesures qui forment le trépied de la mondialisation. Il y a la libéralisation progressive des marchés, la déréglementation au sein des États qui sont lourdement endettés et la privatisation des services collectifs. Quant aux entreprises, un certain nombre d'entre elles sont devenues plus multinationales par la capitalisation des marchés. En même temps, l'entreprise privée a adopté le mode de «l'impartition flexible».

En d'autres mots, ce concept du professeur de Laval consiste à «externaliser» le travail par le biais de la sous-traitance ou par d'autres moyens. Cette idée sous-tend de plus les notions de souplesse technique et de polyvalence de la main d'œuvre. «Au Canada, plus d'un emploi sur deux n'est plus régulier à temps complet», ajoute Daniel Mercure pour illustrer ses propos sur des changements qui bouleversent les sociétés modernes.

«Les idées, le savoir, l'art, l'hospitalité, le tourisme: voilà des choses internationales par nature. En revanche, laissons les biens à leur place chaque fois qu'il est raisonnable, commode et possible de les y laisser; notamment, confignons la finance au secteur national.»

À l'occasion du congrès de l'AISLF

LE DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL SOUHAITE LA PLUS CORDIALE DES BIENVENUES AUX SOCIOLOGUES DE LA FRANCOPHONIE

C'est un honneur pour notre Département que d'être associé, par le biais de plusieurs de ses artisans, à l'organisation et à la tenue de cet important rassemblement.

Les sociologues, dont la libre association ne comporte ni condition d'entrée ni mécanisme d'exclusion, se réunissent à l'Université Laval sur la seule base de l'effort de compréhension réciproque qui est l'alpha et l'oméga de toute critique scientifique, et cela afin de faire le point sur les développements de leur discipline et de reconnaître ensemble ses orientations récentes les plus marquantes. Le savoir, les idées et l'hospitalité faisant partie des choses internationales «par nature» selon Keynes (cet avis en valant bien d'autres), les membres du Département de sociologie - ses professeurs, ses étudiants et ceux qui les supportent concrètement - sont heureux de continuer la tradition d'ouverture sur le monde commun du savoir qui est celle de notre Faculté et d'accueillir dans la plus chaleureuse hospitalité les échanges des sociologues de la francophonie.

Notre département a toujours été un carrefour de la pensée et de la recherche sociologique francophone. Cela s'est manifesté par son intérêt pour le Canada français «hors Québec», par son association passée avec la sociologie catholique de Belgique, par son ouverture aux influences de l'espace intellectuel français, par les liens tissés au fil des ans avec l'Afrique et par son ouverture plus récente, par étudiants interposés notamment, à la sociologie francophone d'Europe de l'est. Les échanges scientifiques qui rapprochent ses professeurs de leurs collègues étrangers de même que l'origine géographique de nos 160 étudiants avancés contribuent à affirmer chez nous la vocation internationale du savoir et de la réflexion.

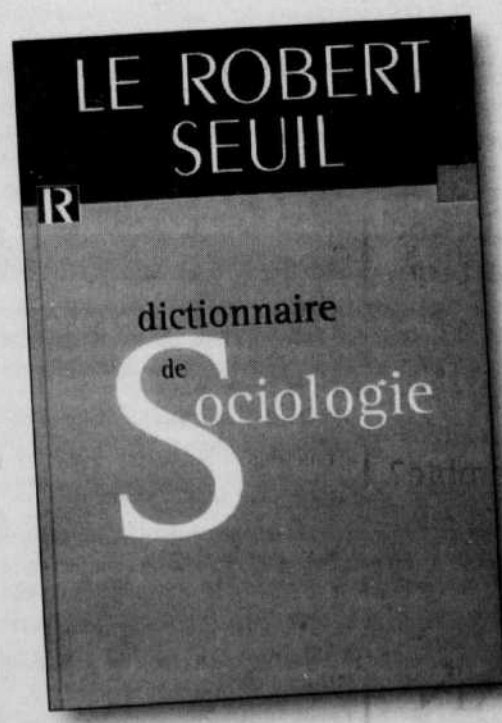
Les sociologues, c'est là leur moindre défaut, n'ont pas l'habitude d'avalier sans examen l'hypothèse de lois naturelles de la culture, du pouvoir, de l'économie... ou même de l'hospitalité. C'est donc en pleine connaissance de cause que nous nous appliquerons à renouer, activement, les liens que tissent les débats d'idée et les échanges scientifiques. Comme le thème de ce congrès - La mondialisation - sera l'occasion de déborder les célébrations usuelles pour interroger concrètement les pratiques qui la propulsent, celles qui s'y adaptent et celles qui lui résistent, nous souhaitons à tous les congressistes que cette rencontre internationale, placée sous l'égide du savoir, contribue à faire la lumière sur les processus soi-disant incontrôlables qui ont tendance à la fuir de même que sur les effets sociaux qu'ils laissent couramment derrière eux.

Merci aux nombreux étudiants diplômés de notre département qui épauleront durant cette semaine les responsables du congrès.

UNIVERSITÉ LAVAL

LE DICTIONNAIRE DE SOCIOLOGIE

L'ALLIANCE DE DEUX SAVOIR-FAIRE



- Une nomenclature de 850 articles
- Des concepts fondamentaux
- Des termes techniques indispensables
- Une oeuvre collective: plus de 100 professeurs d'université et de chercheurs au CNRS

LE ROBERT
Il y aura toujours un Robert dans votre vie

• SOCIOLOGIE •

SCIENCES

Brahé? D'accord. Gates? Plus tard.

Les idées voyagent mieux que les outils qui les transportent

La science serait universelle. Dans le domaine de l'écrit, on peut l'affirmer, surtout quand il s'agit de textes de chercheurs provenant de «petits» pays (dont le Canada). Pour les technologies, c'est autre chose. Une science mondialisée, si l'idée est attrayante, ne sera réalisable qu'avec la mondialisation des conditions de production du savoir.

YVES GINGRAS

Si la mondialisation de l'économie est un phénomène relativement récent et à plusieurs égards problématique, la mondialisation des sciences, fruit de l'internationalisation des échanges entre savants, semble davantage aller de soi, tant l'idée de science appelle dans son sillage celle d'universalité.

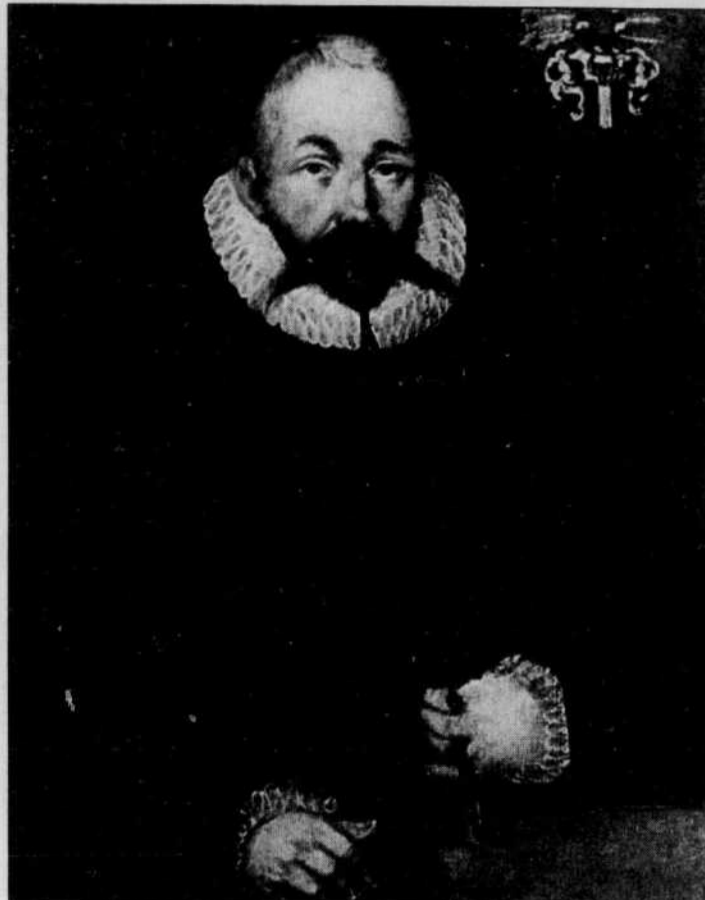
Sans trop exagérer, on peut même affirmer qu'une première forme de science mondiale a existé au XVII^e siècle avec la mise en place, entre 1550 et 1650, de missions et de collèges des Jésuites sur tous les continents. Ainsi, le Collège de Québec fondé en 1635 faisait partie d'un réseau mondial, contrôlé de Rome et qui comprenait entre autres, outre les pays européens, la Chine, le Japon, le Mexique le Pérou et les Philippines. Cette science mondiale est alors celle d'Aristote et l'astronomie encore géocentrique. Par exemple, ce sont les Jésuites qui, en 1644, contribuèrent à la réforme du calendrier chinois, sur la base du système astronomique de Tycho Brahé (et non de celui, héliocentrique, de Copernic condamné par l'Église).

L'universalisation de la science ne peut se faire sans la mise en place de telles bases matérielles et institutionnelles qui demandent du temps et restent le plus souvent fragiles comme le montrent le démantèlement de l'« empire » des Jésuites au milieu du XVIII^e siècle et la «nationalisation» des communautés scientifiques qui accompagne la formation des États-nations. Et il faut attendre la création au cours de la seconde

moitié du XIX^e siècle de nombreuses associations scientifiques internationales vouées à la promotion des sciences pour qu'un nouveau mouvement d'internationalisation soit mis en branle.

Recherches

Malgré l'existence de certaines barrières, comme la langue ou la géographie, le monde de la recherche scientifique a toujours été un milieu relativement ouvert aux échanges internationaux. Les échanges internationaux se sont ainsi accrus de façon très importante au cours des vingt dernières années. La proportion mondiale des publications écrites par des chercheurs d'au moins deux pays différents constitue à cet égard un indicateur important de la construction du tissu mondial des sciences. Or, cette proportion a cru de façon très régulière et plus que doublé en quinze ans. Le Canada est dans cette tendance mondiale mais avec un niveau de collaboration internationale deux fois plus élevé. Il se comporte en fait comme les petits pays (mesurés par le P.I.B.), ces derniers ayant tendance à collaborer davantage avec les étrangers que les grands pays, comme s'ils devaient aller chercher à l'extérieur de leurs frontières l'expertise qui fait défaut sur leur territoire. La plus grande autonomie de moyens de grands pays comme les États-Unis a comme effet pervers de diminuer l'intérêt pour les échanges internationaux. Une étude de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, effectuée en 1991 et 1992, a montré que les chercheurs américains étaient beaucoup plus insulaires que



L'astronome Tycho Brahé (1546-1601)

leurs collègues de treize autres pays. L'internationalisation semble ainsi répondre davantage à des forces techniques et économiques qu'à des impératifs purement intellectuels.

Les tendances à la mondialisation des échanges scientifiques via la collaboration internationale, différent bien sûr selon les disciplines: mathématiques et physique possèdent le plus haut taux de collaboration internationale, suivies des sciences de la terre et de l'espace et de la recherche biomédicale. En deçà de la moyenne générale, la médecine clinique, le

génie, la chimie, et la biologie. Les objets les plus abstraits semblent donc voyager plus facilement que les savoirs plus enracinés dans les besoins locaux. Dans les sciences humaines et sociales, où les traditions du travail en équipe sont moins systématiquement établies, les variations entre les disciplines sont beaucoup plus importantes mais la tendance globale à l'augmentation des collaborations internationales est tout de même visible. Là aussi, le caractère local des préoccupations, sans parler de la diversité des problématiques, limite le niveau des collaborations.

Notons enfin qu'un effet important de la collaboration internationale est d'accroître la visibilité des publications qui tendent à paraître dans des revues plus prestigieuses que celles écrites sans participation internationale.

Transferts technologiques

L'ensemble de ces observations tend à confirmer l'idée que l'internationalisation des sciences est relativement plus facile que celle des technologies, ces dernières répondant plus souvent à des contextes locaux dont on ne peut faire abstraction. C'est d'ailleurs pour avoir négligé le caractère local, et donc adapté, des technologies et cru pouvoir exporter des solutions techniques universelles des pays riches vers les pays en développement que les grands projets de transfert technologiques ont échoué et donné naissance, dans les années 1960, au mouvement des «technologies adaptées».

Accepter le caractère universel des théories scientifiques les plus abstraites n'entraîne nullement la conséquence que les technologies, même les plus dépendantes des sciences, soient également universelles. En effet, contrairement aux concepts scientifiques qui voyagent assez bien sous forme écrite, la plupart des technologies des pays riches ne fonctionnent qu'insérées dans un réseau matériel de technologies plus ou moins complexes sans lesquelles il est illusoire de vouloir faire circuler les technologies dites de pointe.

S'il est certain que les technologies de communication reliées au réseau Internet permettront d'accentuer encore davantage le maillage international des chercheurs d'institutions déjà bien pourvues, évitant même des déplacements coûteux, il est illusoire de croire qu'elles puissent fournir à peu de frais les conditions d'une réelle intégration des chercheurs des pays dont l'infrastructure technologique est à peine existante.

En somme, si l'idée d'une science mondialisée peut paraître attrayante, on ne doit pas oublier qu'elle ne sera réalisable qu'avec la mondialisation des conditions de production du savoir, conditions qui, de nos jours, sont inséparablement matérielles et intellectuelles. Ce n'est pas demain la veille.

Yves Gingras est professeur d'histoire et de sociologie des sciences à l'UQAM. Membre du Centre interuniversitaire de recherche sur les sciences et les technologies (CIRST), il est co-responsable (avec Benoît Godin) de l'Observatoire des sciences et des technologies (OST). Il a récemment publié (avec Peter Keating et Camille Limoges) *Du scribe au savant. Les porteurs du savoir de l'Antiquité à la révolution industrielle* (Boréal compact, 1999).

Afrique noire

Riposte continentale

Résistance à l'invasion occidentale

On sait l'endettement qui sévit en Afrique noire: non des individus, mais des États eux-mêmes. Car, si ce continent ne représente plus un enjeu stratégique, il constitue un enjeu économique majeur. Face à la mondialisation, les Africains, non seulement résistent, mais ripostent.

CLAUDE BEAUCHAMP

L'Afrique a fait l'expérience de dépossessions successives, non seulement économiques mais aussi politiques et culturelles, qui ont laissé des traces profondes dans la mémoire collective. Les représentations que les Africains ont de leur présent et de leur avenir et les pratiques qui en découlent s'enracinent dans ce terreau.

Le cas africain fait de plus apparaître clairement la dimension idéologique du discours sur la modernisation et la mondialisation. Ce discours affirme en effet que la modernisation et la mondialisation permettraient le développement par la réduction des écarts entre les sociétés sous-développées et les sociétés développées. Une certaine homogénéisation des sociétés en découlerait. Un tel discours occulte toutefois une réalité bien différente, à savoir que la modernisation et la mondialisation conduisent plutôt à une dualisation entre les sociétés comme à l'intérieur des sociétés, produisant plus l'hétérogénéisation que l'homogénéisation, comme nous pouvons le constater, par exemple, dans les villes africaines où la pauvreté se répand rapidement. L'Afrique noire accepte de moins en moins cette situation et elle réagit parfois assez fortement.

Riposte économique

L'orientation économique suggérée depuis les indépendances et même imposée par les programmes d'ajustement structurel s'est montrée incapable d'assurer le développement à l'Afrique. Aussi cette dernière s'est-elle largement retournée vers l'économie informelle qui s'insère bien davantage dans sa fibre profonde en ce sens qu'elle s'inscrit passablement dans la logique des sociétés traditionnelles et en reproduit les types de rapports sociaux. Les entreprises de l'économie informelle sont de petite taille, souvent illégales en n'étant pas inscrites dans les registres de l'État et en ne payant pas d'impôt. Elles ne tiennent pas de comptabilité et ne versent pas toujours de salaires. Elles recrutent souvent à l'intérieur des cadres de la famille élargie, du clan,

VOIR PAGE E 5: RIPOSTE

Nos diplômés

Nos diplômés de la maîtrise et du doctorat changent le monde. C'est par leurs recherches et leurs découvertes qu'ils marquent l'histoire.

PRINCIPAUX DOMAINES D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE

- Administration
- Agriculture
- Aménagement
- Anthropologie
- Archéologie
- Architecture
- Arts
- Communication
- Consommation
- Droit
- Économique
- Éducation
- Études anciennes
- Forêt
- Génie
- Géographie
- Géomatique
- Histoire
- Informatique
- Kinesio
- Langues et littératures
- Musique
- Nutrition
- Océanographie
- Pharmacie
- Philosophie
- Psychologie
- Relations industrielles
- Relations internationales
- Santé communautaire
- Science politique
- Sciences animales
- Sciences de l'orientation
- Sciences dentaires
- Sciences des religions
- Sciences infirmières
- Sciences médicales
- Sciences pures et appliquées
- Service social
- Sociologie
- Technologie et formation
- Théologie

Bureau d'information et de promotion

1 877 7ulaval poste 2764 info@rd.ulaval.ca

UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

www.ulaval.ca

UNIVERSITÉ LAVAL
<http://www.rit.ulaval.ca>

AVEZ-VOUS SONGÉ À UN DOCTORAT OU À UNE MAÎTRISE EN RELATIONS INDUSTRIELLES?

Avec un corps professoral hautement qualifié de vingt-six personnes venant du monde des relations industrielles et de la gestion des ressources humaines ainsi que de disciplines aussi diverses que la sociologie, la psychologie, l'économie, le droit et l'ergonomie, le Département des relations industrielles de l'Université Laval est en mesure d'accueillir et d'assurer un encadrement soutenu aux étudiantes et aux étudiants au doctorat et à la maîtrise dans de nombreux champs d'étude et de recherche:

- Gestion des ressources humaines
- Gestion du travail dans le contexte mondial
- Ergonomie
- Santé et sécurité au travail
- Innovation en entreprise et organisation du travail
- Syndicalisme, représentation et démocratie au travail
- Négociation et convention collective
- Travail, emploi et institutions

RESSOURCES FINANCIÈRES

Le Département des relations industrielles tente, dans la mesure de ses moyens, d'apporter un soutien financier aux doctorats et aux étudiants et étudiantes à la maîtrise. Ce soutien financier prend diverses formes:

- Assistantat de recherche
- Assistantat d'enseignement
- Chargés de cours pour les étudiants et étudiantes au doctorat
- Contrats à fins spécifiques

De plus, l'Université Laval dispose d'un Fonds de soutien aux étudiants et étudiantes de doctorat et d'un Fonds d'assistantat aux étudiants et étudiantes de la maîtrise auxquels on peut poser sa candidature.

Enfin, le Département a mis sur pied avec la collaboration de donateurs (entreprises et syndicats) un programme de bourses annuelles.

• SOCIOLOGIE •

HOMMAGE

RIPOSTE

L'Afrique constitue un excellent laboratoire pour étudier la question de la mondialisation

SUITE DE LA PAGE E 4

du lignage, du groupe ethnique ou encore des réseaux d'affinité. L'économie informelle est certainement un moyen de survie pour de nombreux individus et des familles d'Afrique, mais elle ne semble pas être pour autant une voie assurée de développement. Dans plusieurs pays africains, l'économie informelle occupe actuellement plus de place que l'économie formelle.

Il faut aussi signaler la riposte paysanne aux cultures de rente largement encouragées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, de nombreuses agences d'aide au développement et par les États africains. Constatant qu'ils n'obtenaient pas un juste retour pour leur travail et les investissements consentis, certains paysans ont refusé d'écouler leur production par le canal officiel de l'agence d'État ou de la coopérative pour se tourner vers l'économie informelle. D'autres paysans ont tout simplement décidé d'abandonner les cultures de rente dont les revenus ne leur permettaient pas de couvrir les besoins essentiels, et de retourner aux cultures vivrières pour au moins assurer à eux et à leurs familles une alimentation de base.

Riposte culturelle

Les Africains constatent de plus en plus que la mondialisation n'a pas qu'une dimension économique, mais aussi une dimension culturelle. La mondialisation signifie pour eux occidentalisation et menace de dépossession culturelle. La riposte culturelle est alors d'autant plus forte que les moyens de riposte économique sont faibles.

L'Afrique trouve dans sa vie artistique, dans le roman, dans le cinéma, dans la chanson ou dans plusieurs autres domaines, un important lieu d'affirmation de sa spécificité. On n'a qu'à penser à la place occupée par le chanteur ivoirien Alpha Blondy et le reggae. Par l'intermédiaire de ses créateurs et de ses artistes, c'est toute l'Afrique qui rappelle son refus de se laisser envahir et à la limite de se laisser détruire par des produits culturels venus d'ailleurs. Elle ne leur ferme pas pour autant la porte car elle est plutôt portée à inclure qu'à exclure, elle les intègre même assez souvent dans sa façon, en les africanisant.

Le champ scientifique, en particulier celui des sciences humaines et sociales, illustre à sa manière le phénomène de riposte. Les sciences humaines et sociales africaines ont longtemps eu la réputation d'être à la remorque des théories, des méthodes, des pratiques et, aussi, des modes occidentaux et surtout européennes. On s'interroge de plus en plus sur la capacité d'outils scientifiques et intellectuels à rendre compte d'une réalité bien différente de celle qui a présidé à leur élaboration. On se demande s'il ne faudrait pas des «sciences humaines et sociales africaines» pour rendre compte de la réalité africaine. Une démarche identitaire semble parfois venir appuyer ici le questionnement épistémologique. Un signe parmi d'autres de cette orientation se reconnaît dans les nombreuses évocations de

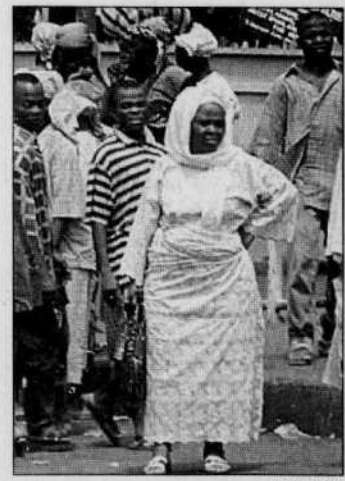
l'œuvre de Cheikh Anta Diop chez les intellectuels africains.

Le domaine religieux fournit aussi plusieurs exemples de riposte. Le cas de la pénétration de l'islam en Afrique noire au cours des dernières décennies se démarque. L'islam est évidemment présent au sud du Sahara depuis fort longtemps, mais il y progresse toujours, y compris maintenant sous certaines formes fondamentalistes, à la différence des religions chrétiennes et surtout du catholicisme qui ont plutôt tendance à stagner. Au-delà du fait que la rencontre des religions traditionnelles africaines, toujours très présentes, est fondamentalement beaucoup plus facile avec l'islam qu'avec les religions chrétiennes, la conjoncture peut aussi expliquer en partie les succès de l'islam. L'islam permet en effet aux Africains d'accéder à une grande religion monothéiste, répandue dans les diverses parties du monde, et qui surtout ne porte pas profondément la marque de l'Occident.

Une façon de comprendre la mondialisation et l'Afrique

L'Afrique constitue un excellent laboratoire pour étudier la question de la mondialisation et de ses nombreux impacts sur la vie des individus et des groupes ainsi que sur le fonctionnement des sociétés. Ces aspects sont déjà passablement connus et *Le Monde diplomatique*, par exemple, s'en fait régulièrement l'écho, mais la question nous offre aussi une intéressante porte d'entrée pour mieux comprendre l'Afrique. La mondialisation, sous différents noms et sous diverses formes, plonge en effet profondément dans l'histoire de l'Afrique et les nombreuses traces qu'elle a laissées sur les générations successives ont fortement influencé la mémoire collective et entraîné des représentations et des pratiques, entre autres des ripostes, qui indiquent que l'idée d'un seul monde ne se concrétisera pas demain.

Claude Beauchamp est professeur au département de sociologie de l'Université Laval. Une première version de ce texte a paru dans *Le Bulletin de l'AISLF* (n° 15, 1999).



L'islam permet en effet aux Africains d'accéder à une grande religion monothéiste, répandue dans les diverses parties du monde, et qui surtout ne porte pas profondément la marque de l'Occident.

Un homme et une œuvre monumentale

Fernand Dumont laisse un héritage de professeur et de chercheur

L'un dit de lui: «Il y a chez Fernand Dumont le philosophe, le théologien, le chrétien engagé, le poète, le spécialiste en études québécoises et aussi l'intellectuel qui se prononce sur le Québec». Un autre dira: «C'était un pédagogue dans le sens le plus noble du mot, renchérit Marcel Fournier, un pédagogue comme on en retrouve rarement dans le milieu universitaire, cumulant recherche, réflexion et enseignement.» Tous deux ont été ses élèves. Aujourd'hui, ils sont eux aussi universitaires, Marcel Fournier à l'UdM et Fernand Harvey à l'INRS Culture et Société. Ils rendent hommage à un des grands penseurs québécois.

CLAUDE LAFLEUR

Sociologue, chercheur universitaire, professeur, écrivain et poète — entre autres —, Fernand Dumont est l'un des plus importants penseurs québécois du XX^e siècle. À son décès en 1997, il nous a laissé en héritage une œuvre colossale, tant du point de vue de la recherche scientifique que de la littérature.

Né en 1927 dans une modeste famille de Montmorency (en banlieue de Québec), il fait ses études au Petit Séminaire de Québec, à l'Université Laval (maîtrise en sciences sociales), à la Sorbonne (certificat d'études supérieures en psychologie) et à l'Université de Paris (doctorat en sociologie). Vers la fin de sa vie (1987), il obtient même un doctorat en théologie. Professeur de sociologie à l'Université Laval à partir de 1955, il mène une remarquable carrière qui lui vaudra une reconnaissance internationale et de multiples distinctions.

Il a notamment été directeur de l'Institut supérieur des sciences humaines avant de fonder, en 1979, l'Institut québécois de recherche sur la culture. Il publie en outre de nombreux essais, une quinzaine d'ouvrages et plus de 200 articles, en plus d'écrire pour diverses revues ainsi que pour *Le Devoir* et *Le Monde diplomatique*.

Dans les années 1970, il préside une commission sur la place des laïcs dans l'Église et prépare avec Guy Rocher le livre blanc qui donnera naissance à la loi 101. En 1995, Jacques Pariseau, alors premier ministre, lui confie la rédaction du préambule de la Loi sur la souveraineté du Québec, en collaboration avec Gilles Vigneault et Marie Laberge...

Et ce n'est là qu'un survol de l'étendue de l'œuvre de Fernand Dumont, œuvre qui est, par conséquent, extraordinairement difficile à synthétiser.

Enseignant et pédagogue

Toutefois, pour deux de ses collègues qui l'ont bien connu, ce qui ressort peut-être le plus de M. Dumont ce sont ses qualités d'enseignant et de pédagogue. «On retiendra bien sûr ses œuvres,

commente Fernand Harvey, mais tout ce qui est de l'ordre de l'enseignement était au cœur de son activité. C'est dans ses cours que Dumont donnait le meilleur de lui-même.» «C'était un pédagogue dans le sens le plus noble du mot, renchérit Marcel Fournier, un pédagogue comme on en retrouve rarement dans le milieu universitaire, cumulant recherche, réflexion et enseignement.»

On rapporte que les cours donnés par M. Dumont étaient non seulement courus par un grand nombre d'étudiants mais également par ses collègues qui enviaient les derniers pupitres. «Ceux qui ont eu le privilège d'assister à ses cours en parlent encore comme d'un modèle de clarté et de dialogue avec ses étudiants, explique M. Harvey. Ce qui était extraordinaire dans ses cours, c'était qu'on assistait véritablement au cheminement d'une pensée; la pensée de Dumont était un cheminement, en quelque sorte, avec des développements vers un ensemble de préoccupations autour du phénomène de la culture.»

Fernand Dumont a ainsi formé une génération de chercheurs dont Marcel Fournier et Fernand Harvey qui en sont de bons exemples. Le premier est professeur titulaire au département de sociologie de l'Université de Montréal et directeur de la revue *Sociologie et sociétés*. Quant au second, il se destinait à l'histoire lorsqu'il a croisé M. Dumont... qui l'a entraîné vers la sociologie. Aujourd'hui, ce professeur de l'INRS Culture et Société est justement titulaire de la chaire Fernand Dumont sur la culture.

Créée en 1998, cette chaire s'inspire de la pensée de M. Dumont pour poursuivre de nouvelles recherches en suivant les quatre grands axes qui reflètent les préoccupations de ce grand penseur, à savoir: la transmission de la culture, les petites sociétés dans le contexte de la mondialisation, l'éthique publique, et les questions de transcendance dans les sociétés modernes et post-modernes.

Au premier abord, disent les deux chercheurs, Fernand Dumont inspirait le respect. Lors-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Venant d'un milieu ouvrier, Fernand Dumont a toujours senti à la fois un devoir de mémoire par rapport à sa culture d'origine et, en même temps, la nécessité de distance, qui est celle de la culture savante.

qu'on le connaissait personnellement, rapporte Fernand Harvey, c'était quelque'un d'une grande chaleur qui aimait beaucoup la discussion et qui éprouvait pour ses étudiants une réelle passion. C'était aussi un humaniste, sur le plan intellectuel, mais aussi quelqu'un qui avait une profonde humanité, une sensibilité pour les petites gens, pour les problèmes de la vie quotidienne, poursuit Marcel Fournier.

Il était aussi assez mélancolique et plutôt angoissé, comme en témoigne son autobiographie. M. Fournier en parle comme d'un personnage un peu austère, ne conduisant pas de voiture, vivant de manière relativement simple, sans luxe, «pour consacrer l'ensemble de sa vie aux problèmes intellectuels en recherche universitaire».

Culture et société

«C'était un homme dont l'étendue des connaissances était considérable, fait-il encore remarquer, et dont la profondeur de la réflexion était impressionnante.» Ainsi, son œuvre part-elle dans plusieurs directions. «Il y a chez Fernand Dumont le philosophe, le théologien, le chrétien engagé, le poète, le spécialiste en études québécoises et aussi l'intellectuel qui se prononce sur le Québec», constate pour sa part M. Harvey.

On ne peut donc bien sûr pas résumer aisément toutes les dimensions du personnage. Mais

messieurs Harvey et Fournier décèlent néanmoins quelques-unes de ses préoccupations fondamentales. «Je dirais, indique ce dernier, que la culture est au centre des préoccupations de Dumont, en posant comme question: quelle est la fonction de la culture dans la société moderne?»

Venant d'un milieu ouvrier, Fernand Dumont a toujours senti à la fois un devoir de mémoire par rapport à sa culture d'origine et, en même temps, la nécessité de distance, qui est celle de la culture savante. C'est là l'amorce de sa réflexion fondamentale sur la place, par exemple, de la mémoire dans la culture contemporaine. Pour lui, il s'agit de savoir comment on peut continuer d'avoir, dans la modernité, une culture qui s'inspire de la mémoire.

Il montre ainsi dans ses travaux que la société moderne amène une rupture par rapport à aux sociétés de traditions, puisque l'homme moderne se trouve coupé de ses racines et de ses traditions pour se construire sur une rationalité qui aboutit, dans les périodes plus récentes, à la technocratie et à l'objectivation. Le danger entrevu dans la modernité par M. Dumont est qu'on évacue l'existence humaine de nos préoccupations.

D'ailleurs, Fernand Harvey révèle qu'à la fin de sa vie, le grand penseur était assez inquiet pour l'avenir de notre société, en particulier sur la qualité de la démocratie qui s'y développe.



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Parutions récentes des auteurs présents au Congrès de l'AISLF.

Julien Bauer, *Les Partis religieux en Israël*, Que sais-je ?, 1998 (nouvelle édition), 12,95\$
Le Système politique canadien, Que sais-je ?, 1998, 12,95\$
Politique et religion, Que sais-je ?, 1999, 12,95\$

Catherine Bonvalet, *La Famille et ses proches*, 2000, 55,95\$

Giovanni Busino, *Sociologie des sciences et des techniques*, Que sais-je ?, 1998, 12,95\$

Lise Demailly (coauteur), *La Formation continue des enseignants est-elle utile ?*, 1999, 46,95\$

Michel Dubois, *Introduction à la sociologie des sciences*, 1999, 43,95\$

Premières leçons sur la sociologie de Raymond Boudon, 2000, 19,95\$

Yves Duterco, *Politiques éducatives et évaluation*, 2000, 34,95\$

Jean-Pierre Faye (coauteur), *Le Rapport bleu*, 1999, 34,95\$

Alexis Ferrand (coauteur), *La Sexualité aux temps du sida*, 1998, 59,95\$

Marcel Fournier (coauteur), *Lettres à Marcel Mauss*, 1998, 86,95\$

Michel Grossetti (coauteur), *Introduction aux méthodes statistiques en sociologie*, 1999, 69,95\$

Jean-Philippe Heurtin, *L'Espace public parlementaire*, 1999, 54,95\$

Michel Lallemant (coauteur), *La Société française en tendances 1975-1995*, nouvelle édition 1998, 52,95\$

Ève Lelièvre (coauteur), *Manuel pratique pour l'analyse statistique et biographique*, 1998, 47,95\$

Robert Leroux, *Histoire et sociologie en France*, 1999, 51,95\$

Pierre Moessinger, *Décisions et procédures de l'accord*, 1998, 30,95\$

Le Jeu de l'identité, 2000, 42,95\$

Jean de Munk, *L'Institution sociale de l'esprit*, 1999, 44,95\$

André Petitot, *Secret et formes sociales*, 1998, 46,95\$

Laurence Rouleau-Berger (coauteur), *L'Insertion des jeunes en France*, Que sais-je ?, 2^e édition 1998, 12,95\$

Jean-Marc Stébé, *Le Logement social en France*, Que sais-je ?, 1998, 12,95\$

La Crise des banlieues, Que sais-je ?, 1999, 12,95\$

Sous la dir. de Maurice Tardif, *Formation des maîtres et contextes sociaux*, 1998, 39,95\$

Jens Thoemmes, *Vers la fin du temps de travail ?*, 2000, 52,95\$

Diane-Gabrielle Tremblay (coauteur), *Manières de penser, manière d'agir en éducation*, 2000, 44,95\$

Tous ces ouvrages (* parus depuis 1998) sont disponibles à la Librairie Zone Université Laval.



LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

SOCIOLOGIE ET SOCIÉTÉS

Une revue internationale de réflexion et de recherche en sociologie.

Des collaborateurs québécois et étrangers décrivent et analysent diverses caractéristiques du Québec et d'autres sociétés contemporaines.

Vient de paraître

SOCIOLOGIE ET SOCIÉTÉS

Les différents articles de ce numéro portent sur la citoyenneté et les identités sociales et se proposent d'élucider le lien entre l'appartenance commune fondée sur le droit et la politique (la citoyenneté) et celle découlant d'un vivre-ensemble (l'identité sociale).

200 pages • 22\$

Avec la collaboration de:

Gilles BOURQUE,

Alain DIECKHOFF,

Enakshi DUA,

Jules DUCHASTEL,

Bjerk ELLEFSEN,

Jacques HAMEL,

François HOULE,

Micheline LABELLE,

Nicole LAURIN,

Christopher McALL,

Francis MOREAULT,

Éric PINEAULT,

Daniel SALÉE,

Dominique SCHNAPPER,

Marie-Blanche TAHON,

J.-Yvon THÉRIAULT,

Maxime WILKINS.



Vol. XXXI, N° 2, automne 1999

Abonnements: Rowe Com • Tél: (514) 274-5468

Vente au numéro: En librairie

Les Presses de l'Université Laval

Dirigée par Daniel Mercure

COLLECTION SOCIOLOGIE CONTEMPORAINE



Les nerfs de la culture

Être humain à l'heure des machines à penser

DERRICK DE KERCKHOVE

1998, 276 pages, 24,95 \$



La sociologie de Raymond Boudon

Essai de synthèse et applications de l'individualisme méthodologique

YAO ASSOGBA

1999, 241 pages, 32 \$



L'entreprise écartelée

sous la direction de JAN SPURK

2000, 168 pages, 25 \$



Les Presses de l'Université Laval
 Pavillon Maurice-Pollack, bureau 3103
 Cité universitaire, Sainte-Foy (Québec) Canada, G1K 7P4
 Téléphone (418) 656-7381 • Télécopieur (418) 656-3305
 Dominique.Gingras@pu.ulaval.ca • http://www.ulaval.ca/pul

• SOCIOLOGIE •

Affaires amérindiennes

Une histoire américaine

Des peuples confrontés à la mondialisation depuis déjà quatre siècles

La mondialisation serait, selon ses ténors, synonyme d'accroissement des richesses, qu'elles soient matérielles, culturelles ou spirituelles. «Attendez pour voir», nous disent-ils. Pourtant, à portée de main, un exemple probant des effets d'une mondialisation vécue. Car il y a quatre siècles, les Européens «forçaient» les peuples d'Amérique à participer à une nouvelle économie de marché, à se joindre au grand cercle des nations hautement évoluées. On connaît parfois mal la suite.

DENYS DELÂGE
ET JEAN PHILIPPE
WARREN

D'un point de vue économique, la mondialisation désigne le processus par lequel les barrières tarifaires et douanières s'abolissent au profit d'un marché unique, ainsi que la domination du capitalisme comme système d'autorégulation des sociétés à la surface de la planète. D'un point de vue culturel, elle englobe les phénomènes de métissages, d'échanges culturels et, foncièrement, de défection de la culture comme mémoire devant la culture comme produit et marchandise, mais d'un autre côté et, tout à l'opposé, elle s'accompagne d'une recrudescence des revendications identitaires. Enfin, la mondialisation se laisse décrire comme le désengagement de l'État des sphères sociales qu'il avait puissamment investi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le débarquement européen

En un certain sens, assez large, convenons-en, les peuples amérindiens se trouvent confrontés à la réalité de la mondialisation depuis l'arrivée des Européens. En effet, l'expansion du capitalisme depuis quatre siècles a conduit à transformer les espaces économiques préexistants un peu partout sur la planète en régions frontalières, en périphéries qu'un centre intègre et transforme en pourvoyeurs de ressources pour son bénéfice. Ainsi, dans notre histoire, à long terme, la transformation de la chasse de subsistance en traite des fourrures destinées au marché international, a conduit partout à l'épuisement de la ressource. La mondialisation, est un long procès historique, et il faut bien convenir que certains peuples ont connu la chose, sous une forme originaire, avant que nous n'en connaissions le mot.

Les peuples amérindiens ont aussi été placés dans le contexte d'une mondialisation culturelle dont ils n'ont pas été que les consommateurs serviles. Autant l'Amérindien a appris de la culture occidentale, autant l'Européen a appris, sans toujours l'avouer, de son contact avec la culture amérindienne. Les tribus indigènes faisaient connaissance avec les outils de fer et l'écriture, elles s'inscrivaient dans le christianisme, etc. Découvreurs et colons s'initiaient à l'art de la petite guerre; ils adoptaient une pédagogie qui laissait plus de liberté à leurs enfants; ils découvraient les vertus médicinales de certaines plantes exotiques. Ce métissage a enrichi les uns et les autres en ouvrant l'horizon de l'une et l'autre culture à des connaissances et à des manières de faire inconnues.

A partir de 1815, avec le déclin de la traite des fourrures et le développement de la coupe du bois et de l'exploitation agricole, les Amérindiens sont devenus plus clairement que jamais des «entraves» à un «progrès» qui commandait leur dépossession territoriale. La dépossession politique a suivi pour ces peuples qui ont même perdu le droit d'exister et pour lesquels l'assimilation devait, jusqu'en 1960, constituer la seule issue. Enfin, plus insidieux fut l'intériorisation par ces exclus, des frontières exigües de la réserve

dans leur univers mental, piégés par un passé forços et un avenir fermé. Dans sa brutalité, le processus de dépossession a aussi provoqué une désorganisation générale du mode de vie amérindien, dont la conséquence fut une certaine anomie et une certaine détresse morale.

Triple choc

Confrontation avec le capitalisme, choc avec la culture occidentale, perte du pouvoir politique sur son destin: les Amérindiens ont été aux prises avec les trois faces de la mondialisation depuis longtemps. Or celle-ci, loin de leur apporter le bonheur et la prospérité que les chantres de la globalisation promettent avec optimisme, les a gardés dans un état proche de la misère, si l'on se fie aux résultats de la récente Commission royale d'enquête Dussault-Erasmus. Jamais les communautés amérindiennes n'ont-elles affichés un tel taux de mortalité par violence et par suicide, un tel taux d'alcoolisme ou de toxicomanie. Les difficultés des Amérindiens à profiter de la mondialisation proviennent d'obstacles à la fois structurels et culturels. Structurels en premier lieu puisque la dépossession a été systématique, elle comportait même un volet légal, les Indiens ayant longtemps eu le statut d'enfants. Mais les obstacles étaient aussi culturels, il ne faut pas l'oublier. Les valeurs traditionnelles de la culture amérindienne sont en effet éloignées des valeurs de travail entendues dans le sens de la tradition protestante. L'idée

du profit ou de la thésaurisation étaient étrangères à ces sociétés.

Et pourtant, à côté de trop nombreuses réserves incrustées dans une culture de la pauvreté analogue à celle des plus misérables ghettos noirs des villes américaines, l'on observe en d'autres lieux (où les ressources le permettent, où l'histoire s'est avérée un peu moins cruelle, où des leaders clairvoyants ont émergé), d'extraordinaires réalisations de projets éducatifs, de créations artistiques, d'entreprises innovatrices comme l'illustre chez nous le dernier gala des prix d'excellence Mishapew de l'Association d'affaires des Premiers Peuples dont le thème était: «Il est temps que les Indiens sortent de leur tente». Cela n'exprimait pas la renonciation à soi, mais bien au contraire la volonté de s'approprier le monde moderne à la manière amérindienne.

Une autre difficulté pour les Amérindiens à s'approprier la mondialisation vient de la résurgence des tribalismes avec la défection généralisée des cultures. La mondialisation comme processus de marchandisation des symboles provoque en effet le retour à un certain traditionalisme qui n'épargne pas la pensée amérindienne actuelle. Les discours se radicalisent devant ce que certains Amérindiens perçoivent comme des attaques de la part de la civilisation occidentale. Dans la même veine, l'héritage colonial qui définit l'identité indienne selon la filiation par la «loi du sang» conduit à la ségrégation et à l'exclusion entre Indiens tout en bloquant l'accès au principe de la citoyenneté, c'est-à-dire à la représentation d'une appartenance libre à une communauté politique comportant des droits et des devoirs. En parallèle, par contre, l'on observe aussi depuis quelque temps la création d'associations autochtones internationales, qu'elles soient des Amériques ou du cercle polaire. Ainsi, des peuples «victimes» de l'Histoire,

de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde ou d'Amazonie peuvent-ils faire cause commune auprès d'organismes internationaux à Genève ou à La Haye. Leurs revendications concernent les droits de l'homme, la défense des cultures, l'accès à des lieux de pouvoirs, à des territoires.

En attendant que les Amérindiens en viennent un jour à un compromis avec les lois du marché et l'idéologie productiviste, il est possible de penser à s'opposer à la mondialisation au moins sous sa dimension apolitique, en favorisant l'émergence d'un espace public qu'ils puissent investir. Sans être une solution toute faite, l'accès à la responsabilité politique peut être une façon de participer à l'ordre de la mondialisation sans se replier sur des discours passésistes.

Denys Delâge a écrit ce texte avec la collaboration de Jean Philippe Warren. Ils sont tous deux rattachés au département de sociologie de l'Université Laval.



Jeune Mohawk dans un parc.

ANDRÉ DE REPENTIGNY/SAGMAM

La sociologie à l'Université de Montréal

Le Département de sociologie vous offre...

- Une formation ouverte sur un monde en transformation
- Une compétence certifiée en méthodologie quantitative et qualitative
- Un encadrement de haute qualité dans des milieux de recherche et de stage dynamiques
- Des sources de financement renforcées pour les étudiants de maîtrise et de doctorat
- Des débouchés dans de nombreux organismes publics, privés et communautaires
- Des programmes de premier cycle flexibles : baccalauréat spécialisé et son orientation en études de la population, majeur et mineur en sociologie
- Des programmes d'études supérieures réputés : maîtrise, doctorat (Ph.D.)

Renseignements : Secrétariat du Département de sociologie

Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, bureau C-5124

Téléphone : 514 343-6620 • Télécopieur : 514 343-5722 • <http://www.fas.umontreal.ca/socio>

Le Département de sociologie est étroitement associé au groupe de recherche sur les aspects sociaux de la santé et de la prévention (<http://www.grasp.umontreal.ca>)

Un centre de recherche reconnu internationalement et un lieu de formation pour les étudiants gradués

- une approche interdisciplinaire de la recherche sociale
- s'intéressant aux grands enjeux sociaux de santé et de bien-être
- dans une perspective qualitative et quantitative
- travaillant en collaboration avec les milieux de pratique et les décideurs

Conférence 2000 du Conseil de Recherche de l'Association Internationale de Sociologie

Les Transformations Sociales au Tournant du Millénaire: Théorie Sociologique et Recherche Empirique Actuelle

28-29 Juillet 2000 à partir de 8h30

Université de Montréal, Pavillon de l'École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte Ste-Catherine

Visitez notre site Web à <http://www.ucm.es/info/isa/conference/> pour découvrir les cinquante conférenciers.

Conférence sous le parrainage de l'Association Internationale de Sociologie, de l'Association Canadienne des Sociologues et Anthropologues de Langue Française et de The Canadian Sociology and Anthropology Association
Renseignements: (514) 343 7310 ou (514) 343 6111, poste 3693

Université 
de Montréal

Le Département de sociologie de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, et le Centre interuniversitaire d'études démographiques (Institut national de la recherche scientifique et Département de démographie, Faculté des arts et sciences, U de M) sont étroitement associés au

Développement des statistiques sociales à Montréal

L'Université de Montréal et l'Institut national de la recherche scientifique font des statistiques sociales un de leurs axes prioritaires de développement dans toutes les disciplines pertinentes des sciences sociales. Ce développement comporte la création :

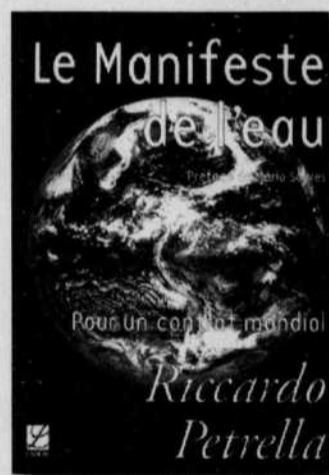
- d'une infrastructure de recherche en statistiques sociales, comprenant un Centre d'accès aux données de Statistique Canada et un Centre d'information de l'Institut de la statistique du Québec
- de programmes de formation disciplinaires et interdisciplinaires en statistiques sociales à tous les cycles d'enseignement

De plus, l'Institut de la statistique de l'UNESCO s'établira sur le campus de l'Université de Montréal à compter du printemps 2001, en lien avec les professeurs et chercheurs en sciences sociales de Montréal.

Le département de sociologie de l'Université de Montréal et le CIED sont étroitement associés à tous ces développements, auxquels ils apporteront leur expertise dans les domaines de la santé, de l'immigration, du travail, des inégalités sociales, de la famille, des politiques sociales, de l'urbain et des méthodes quantitatives.



RICCARDO PETRELLA



LE MANIFESTE DE L'EAU Pour un contrat mondial

Préface de Mario Soares

Le contrat mondial de l'eau se fonde sur le principe que l'eau appartient aux habitants de la Terre. Il est inspiré par deux finalités: l'accès de base à l'eau pour tous et sa gestion solidaire et durable. Ce manifeste de l'eau veut redonner la gouvernance de l'eau à ses vrais propriétaires.

Coll. La Noria, 160 pages • 25,95 \$



LE BIEN COMMUN Éloge de la solidarité

Riccardo Petrella montre pourquoi il faut abandonner le système des valeurs imposé par l'économie de marché mondialisée et suggère de possibles actions. Au centre de ses préoccupations, l'homme et non le marché. Une vision de l'avenir réconfortante qui remet le monde à l'endroit et donne place à l'espoir.

Coll. Quartier Libre, 96 pages • 17,95 \$

DISTRIBUTION FIDES

SOCIOLOGIE
MONDIALISATION
CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ
PAR LE DEVOIR
Responsable
NORMAND THÉRIAULT
ntheriault@ledevoir.ca
2050, rue de Bleury, 9^e étage,
Montréal (Québec) H3A 3M9.
Tél.: (514) 985-3333
redaction@ledevoir.com
FAIS CE QUE
DOIS